

Pré- Motion d'orientation déposée par le mouvement UTOPIA

L'utopie chez les verts L'urgence historique de construire un projet politique alternatif à gauche

Depuis plus de deux ans, nous sommes un certain nombre de militants Verts à avoir rejoint **Utopia**, mouvement politique de gauche transpartis. Nous l'avons fait non seulement **en tant que militants politiques, mais également comme militants associatifs ou syndicaux, voire en tant que « simples » citoyens**. Le nom même de l'association reflète la raison qui nous a fait rejoindre ce mouvement : l'espérance de l'utopie dont nous souhaitons réhabiliter l'expression à l'occasion des débats à venir et porter notre projet partout où nous sommes présents, au-delà des querelles partisans.

Au sein d'Utopia, nous défendons des idées « historiques » et constitutives de l'identité et des « fondements de l'écologie politique » des Verts: **la critique de la triple aliénation aux dogmes de la croissance, de la société de consommation et de la centralité de la « valeur » travail** ; la défense d'une autre société, fondée sur des bases nouvelles, seule à même de répondre au défi historique qui nous est posé par la crise écologique.

Nous, **militants Verts d'Utopia**, avons décidé de nous organiser au sein des Verts parce que nous pensons que notre parti, comme les autres forces de gauche, est aujourd'hui à un carrefour imposé par la crise écologique et sociale dont nous devons anticiper les effets et analyser les origines. Nous estimons que la responsabilité historique qui pèse sur nous est très lourde. A notre niveau, nous entendons prendre notre part dans la réponse stratégique à apporter à ce défi.

Les Verts devant la nécessité historique d'agir

Lors de la campagne présidentielle de 1974 de René Dumont, les écologistes se sont positionnés en lanceurs d'alertes aux visions alors jugées irréelles et sans fondement. Trente ans plus tard, la réalité dépasse ces prévisions avec l'avènement ultime d'un capitalisme devenu mondialement destructeur.

Le Grenelle de l'Environnement a placé les organisations écologistes au cœur d'un débat crucial. Le décalage patent entre les déclarations d'intention du Grenelle et la réalité de leur transposition dans les faits, met en évidence l'impossibilité d'adapter de manière « durable » un modèle de développement qui s'inscrit dans un cadre productiviste de l'économie de marché avec pour seul moteur la « croissance ». Nous n'échapperons pas, collectivement, à une remise en cause de sa nature, de sa finalité et de son évaluation en terme de « production de richesse » réelle.

Les crises sociales et écologiques sont liées et ne peuvent trouver une issue que par un traitement global, une remise en cause fondamentale du système politique et économique qui en est à l'origine.

Le projet que nous développons se propose de **créer un nouvel imaginaire politique** pour débattre et construire ensemble une politique citoyenne qui mette en avant la gratuité, l'accès inconditionnel aux droits fondamentaux, un nouveau rapport au temps, au travail, aux biens, aux liens, à l'environnement et à la Terre.

On ne fait pas de bonne politique sans avoir une vision précise de la société vers laquelle on veut aller. On ne combattra pas efficacement ce système capitaliste sans concevoir une nouvelle pensée et un projet à la hauteur de l'enjeu que nous impose le contexte environnemental et social.

La nécessité d'une remise en cause globale du système productiviste par la proposition et la construction d'un idéal : notre alterdéveloppement

Nous devons **reprendre le combat des objectifs et des idées** pour proposer une indispensable alternative ambitieuse et crédible au modèle actuel à la finalité destructrice. Ce projet d'alterdéveloppement, qui constitue globalement l'actuel référentiel programmatique des Verts, se doit d'être porté clairement et construit démocratiquement en vue d'une convergence des citoyens, associatifs, intellectuels et politiques de gauche en France, en Europe et à l'international.

Pour un dépassement du système capitaliste, dont le seul objectif est la rentabilité du capital, qui transforme les désirs en besoins, érige le travail et le mérite en valeurs, pose l'échelle économique et sociale comme la hiérarchie naturelle des rapports humains, génère de plus en plus d'inégalités et détruit les ressources naturelles.

Pour le développement de l'économie sociale et solidaire, une nouvelle délimitation de l'espace de la sphère marchande, une nouvelle dimension pour la sphère publique, et de nouvelles formes de propriété de l'entreprise - collectives, démocratiques et relocalisées.

Pour la déconstruction des trois dogmes de l'idéologie productiviste dominante : le mythe de la croissance comme solution « miracle », la consommation comme seul critère d'épanouissement personnel, la centralité de la « valeur » travail comme seule organisation de la vie sociale.

Pour de nouveaux indicateurs de développement (IDH, BIP 40, Indicateur de Santé Sociale, empreinte écologique...) publiés et présentés au Parlement et dans les collectivités territoriales pour alimenter le débat public sur le sens du développement de nos sociétés.

Pour un nouveau rapport au temps par la poursuite de la réduction du temps de travail avec pour premier objectif la semaine de quatre jours pour permettre de faire profiter à tous des gains de productivité, de mieux répartir le travail et de permettre la valorisation des activités culturelles, sociales et solidaires dites « improductives ».

Pour l'instauration d'un revenu universel d'existence sous forme d'allocation versée de manière inconditionnelle, permettant l'accès de tous aux biens fondamentaux, hors de toute logique d'assistantat et de toute aliénation à la « valeur » travail.

Pour l'accès de tous à des droits fondamentaux élargis, financés par les fonds publics et bénéficiant à tous : accès aux soins, au logement, à l'éducation, droit à la mobilité, accès à la culture et l'information...

Pour un nouveau droit à la migration reconnu par une politique migratoire ouverte, respectant les Droits de l'Homme et reconnaissant les migrations comme facteurs de richesse.

Pour une nouvelle logique agricole mondiale respectueuse d'un véritable droit à la souveraineté alimentaire de chaque pays, privilégiant les circuits courts et une agriculture vivrière bio-organique.

Pour une nouvelle politique énergétique avec sortie du nucléaire et par adoption de scénarios énergétiques alliant sobriété, proximité, efficacité avec production d'énergies renouvelables décentralisées et choisies démocratiquement.

Se donner les moyens stratégiques de construire et porter un idéal à gauche

Nous faisons un constat : le peuple de gauche – car nous voulons croire qu'il existe encore un peuple de gauche –, pas plus que le « peuple écologiste », n'a que faire des querelles picrocholines d'appareil des Verts (pas plus d'ailleurs que de celles du PS, du PC ou du NPA). Le peuple écologiste n'a que faire de savoir comment l'assemblée générale des Verts en 2008 établira les équilibres entre des chefs de clans plus soucieux du maintien de leur mandat que de l'avenir de leur parti.

Il faut aussi en finir avec les errements contre-productifs générés par le débat autonomie / union avec la gauche dite « de gouvernement ». L'autonomie est idéologiquement irréprochable. Mais elle ne permet pas, dans la plupart des cas, de gérer réellement les affaires de la cité. L'union à tout prix peut permettre d'obtenir quelques postes dans les exécutifs. Et ensuite ? S'ils se contentent de cela, les Verts se montrent des politiciens comme les autres. L'action des groupes locaux a été paralysée de longs mois par ce débat. Cela a épuisé nombre de nos sympathisants. **Dépasser le débat autonomie / union passe avant tout par la construction d'une véritable alternative.**

Cette alternative politique doit selon nous se construire autour de **l'émergence d'une gauche d'avant-garde fondée sur une identité écologiste, altermondialiste et antiproductiviste**, capable de transformer la société, de porter de nouveaux idéaux et de les réaliser.

A l'issue de l'Assemblée Générale de 2008, la direction des Verts devra se consacrer à **rendre possibles les conditions nécessaires à une telle reconfiguration autour d'un idéal de gauche clairement affirmé.**

Nous reprenons à notre compte l'idée émises par différents mouvements à gauche d'organiser dès 2009 des **assises de la Gauche du 21^e siècle**. La tâche n'est pas aisée : il faudra savoir mettre le patriotisme de parti dans la poche, tout en œuvrant de toutes nos forces à la structuration de ce puissant pôle anti-productiviste. Il faudra également mettre en place au sein et en dehors du parti les conditions de débat et de réflexion pouvant porter ce projet.

Dans ce contexte, UTOPIA s'emploie à faire converger citoyens, associatifs, intellectuels et politiques, pour imaginer et construire un projet de société d'avant-garde fort, humaniste et fraternel, dépassant le système capitaliste. **Toute la démarche d'UTOPIA est bien là : porter un idéal, définir une ligne politique claire, défendre des mesures radicales et concrètes.**

Les Verts sont aujourd'hui porteurs d'une responsabilité historique à gauche : **nous devons redonner sens, matière et projet à l'écologie politique.** C'est notre impératif et notre urgence.

Premiers signataires :

Emmanuel BUCKI (PACA) ; Lucie CZIFFRA (IDF) ; Jean-Claude GAMOT (RA) ; Joël GOMBIN (IDF) ; Jean-Michel LACROUTE (RA) ; Jean LEMAIRE (IDF) ; Pierre LUCOT (IDF) ; Fabien MALLET (RA) ; Thierry MANCEAU (RA) ; Flavie MARTIN (IDF) ; Rabia MSABRI (RA) ; Patrick PINOT (RA) ; Pierre TREMEL (IDF) ; Gérard VANMELCKEBEKE (CA)

Ce texte est également téléchargeable sur notre site www.mouvementutopia.org

Pour la signer, pour les adhérentes verts à jour de cotisation, envoyez un mail à utopiaverts@mouvementutopia.org en indiquant votre groupe local ou un courrier à **Mouvement Utopia, 33 rue Falguière, 75015 Paris.**